

Un désastre qui place l'Australie devant ses responsabilités

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Attisés par des rafales d'une violence rare, les immenses brasiers qui ravagent depuis le mois d'octobre l'Australie donnent un avant-goût de la succession de calamités que le dérèglement climatique provoquera dans les décennies à venir. Les alcalines de ces derniers jours n'ont pas apaisés les centaines de foyers, apparemment incontrôlables, qui ont repris de plus belle. Si ces incendies n'ont rien d'exceptionnel sur le continent le plus aride de la planète, leur force dévastatrice s'explique par des facteurs climatiques inédits (dipôle positif de l'océan Indien), les records de température ainsi qu'une sécheresse persistante.

Ampleur inédite

Ce n'est pas seulement l'intensité des feux qui est stupéfiante, mais c'est leur étendue. Le bilan qui devrait encore s'aggraver a de quoi faire frémir: 4,9 millions d'hectares brûlés, soit une superficie plus large que l'Écosse.

Avec 480 millions de mammifères, de reptiles, et d'oiseaux calcinés, uniquement pour la Nouvelle-Galles du Sud, l'arche de Noé fait naufrage. Alors que l'Australie connaît le taux le plus élevé d'espèces en voie d'extinction, les brasiers feront disparaître de nombreuses espèces endémiques menacées, telles que le Kangourou Island Durnart. Au demeurant, il faudra attendre plusieurs décennies avant

que la végétation ne repousse. L'effondrement de plusieurs écosystèmes paraît désormais irréversible. Sur le plan de la santé publique, la situation n'apparaît guère plus brillante. Au Nouvel An à Canberra, le taux de particules fines de type PM 2,5 était de 5185 ppm, soit 25 fois supérieur au seuil de dangerosité prévu par l'OMS. Depuis le mois d'août dernier, les brasiers ont rejeté 250 millions de tonnes de CO₂, soit la moitié des émissions de gaz à effet de serre émis par l'Australie. Et tant que des pluies suffisamment abondantes – que l'on n'attend pas avant

le mois de mars – ne s'abattront pas sur les zones dévastées, les incendies continueront à sévir.

Catastrophe annoncée
C'est avec un cy-

gne déconcertant que plusieurs politiciens de la majorité rejettent la responsabilité de la crise sur le parti écologiste australien, lequel ne participe qu'à un seul gouvernement étatique, celui du territoire de la capitale fédérale. La propagation des incendies résulterait, selon les thuriféraires de la droite australienne, de l'intransigence d'un quatuor d'environnementalistes qui auraient, au nom de la *deep ecology*, empêché l'évacuation du bois mort, véritable bombe à retardement, des parcs nationaux. Ces critiques sont dénuées de tout fondement. Aux yeux de nombreux experts, l'ampleur du désastre est à la mesure de l'irresponsabilité des autorités étatiques et fédérales, tant celles-ci ont accumulé au cours de ces dernières années les erreurs de jugement. Alors que l'Aus-

tralie entrait dans sa troisième année de sécheresse consécutive, les pouvoirs publics, au lieu d'anticiper la crise, ont continué à sabrer dans les budgets des services des parcs nationaux en charge de la lutte contre les feux. Alors qu'ils se retrouvent en première ligne, les pompiers volontaires de la plupart des *Rural Fire Services* ne sont toujours pas rémunérés. Le climat-scepticisme du Premier ministre célèbre pour ses formules à l'emporte-pièce, Scott Morrison, n'a rien à envier à celui de

Donald Trump. Le Premier ministre australien, après avoir refusé de rencontrer plusieurs responsables des services anti-incendie qui souhaitent l'aver-



Opinion



Nicolas de Sadeleer

Professeur à l'université Saint-Louis, chaire Jean Monnet, professeur invité à l'université de Melbourne.

■ Le cynisme des autorités fédérales face aux incendies qui ont dévasté le pays dénote une grande insouciance à l'égard du risque climatique. Mais leur reponsabilité n'est pas la seule à être mise en cause. Celle de l'UE, partenaire commercial important, l'est aussi.

tir de l'imminence du désastre, a déserté son pays pour des vacances à Hawaï. Ce n'est qu'à la fin du mois de décembre que son gouvernement a décidé d'augmenter sa contribution au budget de la flotte des 140 bombardiers d'eau, laquelle paraît dérisoire pour éteindre les brasiers. C'est avec un retard considérable que l'on a fait appel à l'armée et aux pompiers étrangers.

"Too small to matter"?

L'ironie tient au fait que tant l'industrie minière que l'exportation du charbon vers la Chine et l'Inde ont largement contribué à la prospérité économique de l'Australie. Si l'on tient compte des émissions produites par la combustion du

Le climat-scepticisme du Premier ministre célèbre pour ses formules à l'emporte-pièce, Scott Morrison, n'a rien à envier à celui de Donald Trump.

charbon australien en Asie, l'empreinte climatique de ce pays ne comptant que 25 millions d'habitants (0,3% de la population mondiale) est de 5% et non pas de 1,3% comme l'a récemment affirmé Scott Morrison. L'argument avancé par ce dernier, *too small to matter* (trop insignifiant pour compter, NdR), ne tient assurément pas la route, d'autant plus que la science climatique se moque des frontières. En confirmant le 20 décembre dernier l'arrêt de la cour d'appel de La Haye dans l'affaire Urgenda (obligation pour les Pays-Bas de réduire d'ici la fin de l'année de 25% ses émissions de CO₂, par rapport à 1990), la Cour de cassation (Hoge Raad) a d'ailleurs écarté cet argument d'un revers de main.

L'Accord de Paris n'oblige pas l'Australie à devenir le meilleur élève de la classe. La volonté de faire primer les industries fossiles sur l'environnement relève d'un

choix souverain. Or, dans une économie globalisée, cette souveraineté est loin d'être absolue. Alors qu'elle négocie depuis juin 2018 avec l'Australie un accord de commerce international, destiné à accroître les échanges commerciaux entre les deux continents, l'Union européenne est-elle pour autant démunie face à la mauvaise volonté des autorités fédérales australiennes à prendre leurs responsabilités par rapport à la crise climatique? Si la nouvelle Commission européenne se targue de vouloir atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, ne devrait-elle pas prendre la balle au bond et exiger, dans le cadre des négociations en cours, des engagements fermes en termes de transition

énergétique? On le sait, les quatre derniers gouvernements australiens ont démissionné à cause de ce sujet qui avive les polémiques. Toutefois, les institutions de l'UE sont bel et bien tenues de garantir que la politique commerciale commune se conforme aux valeurs promues par les traités fondateurs. Parmi ces valeurs, l'on retrouve le développement durable et la lutte

contre le réchauffement climatique". Il leur revient, dès lors, de veiller à ce que ces valeurs soient prises au sérieux par les négociateurs. Il y va de la crédibilité de la nouvelle politique européenne du "Green Deal" récemment portée sur les fonts baptismaux de l'Union.

→ (1) Articles 3, par. 3 et 21, par. 2, d) du Traité de l'UE.

→ Le chapeau est de la rédaction.

TÉMOIGNAGE

Madame la Directrice, j'ai 50 ans et je suis en décrochage scolaire

■ Je ne m'épanouis plus dans ce système d'enseignement, et je n'ai plus aucune ressource, aucun levier devant la réalité effarante à laquelle nous sommes confrontés. Je préfère désert.

Professeur anonyme⁽¹⁾

Madame la Directrice,

Mon absence à la journée pédagogique mercredi matin, mon demi-jour de congé, est injustifiée. Je n'ai jamais manqué aucune de mes obligations jusqu'à ce jour-ci mais au regard des règlements que vous me rappelez, je n'ai ni certificat médical, ni rendez-vous authentifié, ni excuse fallacieuse. Rien. Je n'ai rien.

À 8 h 30, je retrouve depuis des années la classe de 3^e Cuisine et Salle durant 50 minutes avant leur journée de Techno Salle (trois sur huit inscrits avaient réussi les examens de Noël).

Ce lundi de rentrée, en janvier, sept étaient présents, dont deux avec leur cours complet, c'est-à-dire le livre et le cahier d'une maison d'édition. Des deux, un recommence l'année et vient en classe avec le cahier déjà complété de l'année antérieure. Pour "marquer" le coup, j'ai exceptionnellement exclu ceux qui n'avaient pas le matériel de base, certains depuis septembre. Le restant de la semaine, je les ai gardés en classe quoiqu'ils ne soient pas davantage en ordre.

Une semaine plus tard, tous étaient présents. De corps. Quatre dormaient, dont trois affalés sur leur table... de travail. Sur les quatre autres, un seul disposait du matériel requis. J'ai donné cours un quart d'heure, faute d'élèves en état de fonctionnement. Alors que je leur disais mon désarroi, ils ont ri. Dois-je me soumettre au photocollage pour qu'ils aient un cours? Quel canal utiliser pour leur faire comprendre qu'ils perdent leur temps de cette sorte? Quel levier puis-je utiliser? Rien. Je n'ai rien.

Dans cette classe de 1^{er} Com-

mune, deux filles en perte de vue ont cessé de saboter le cours de français aux 6 heures hebdomadaires; dorénavant, elles se couchent sur leur banc dans le fond du local. Elles ont 13 ans... Le climat s'apaise peu à peu, les suiveurs ont renoncé à chambarder, les "faibles" peuvent profiter et évoluer. Enfin.

Quelle représentation mentale s'imprime dans l'esprit de ces parents auxquels leurs enfants content leur quotidien à l'école? J'en ai rencontré plusieurs lors des réunions de 17 h à 21 h: ils ne sont ni sourds ni aveugles. Puis, il y a ceux qui ne sont pas venus chercher le bulletin...

Comment les intéresser à leur progéniture qui part en vrille? Quel instrument utiliser pour attirer leur attention? Rien. Je n'ai rien.

Je suis en décrochage scolaire et j'ai 50 ans. 24 ans d'enseignement. Un passé de sous-officier instructeur. Des valeurs que je ne retrouve plus. Rien. Je n'ai rien. Plus rien à faire dans ce système d'enseignement où je ne m'épanouis plus, bridé entre les chiffres du Pacte d'excellence qui réclament la performance et la réalité effarante à laquelle nous sommes confrontés.

Vous comprendrez que je réorienterai ma vie professionnelle dans ces conditions que les jeunes, fringants, fuient. La vie est ailleurs, autrement.

Je vous présente mes excuses pour cette désertion mais je ne dispose plus des ressources suffisantes malgré un rapport d'inspection très favorable l'année dernière.

→ Pour des raisons évidentes, l'auteur préfère garder l'anonymat. Il est cependant connu de la rédaction.